L'Usup « prêt à ouvrir les discussions et les négociations » avec la province Sud

MINES. Le collectif Usine du Sud = usine pays (Usup) veut « officiellement » ouvrir une « discussion sérieuse » avec la province. Les membres se donnent deux semaines pour trouver « un cadre » à ces négociations.

n lieu symbolique pour une annonce « officielle ». Hier matin, à Yaté, l'Usup a organisé une conférence de presse sur le barrage qui bloque toujours l'accès à la route du complexe industriel. Après des mois de mobilisation, le collectif a annoncé être « prêt à ouvrir les discussions et les négociations » avec la présidente de la province Sud sur le dossier de reprise de l'usine de Vale NC.

«À la suite du conseil des mines, Sonia Backès a dit être ouverte à une discussion autour de ce projet. Et elle ne l'avait encore jamais dit, rappelle Raphaël Mapou, porte-parole du collectif. On a donc pris acte de cette proposition et on a demandé au président du Congrès - Roch Wamytan - de prendre l'attache de la présidente de la province Sud afin de rentrer sérieusement en discussion. » Car « l'indécision de l'Etat fait qu'il nous faut trouver les voies et les moyens pour que l'usine du Sud ne devienne pas un amas de ruines. »

TRAFIGURA PAS NÉGOCIABLE

L'Usup se donne deux semaines, soit d'ici la fin du mois, afin de trouver « un cadre » à ces discussions et afin de « savoir quelles sont les chances d'aboutissement de ces négociations



Deux options possibles, au terme de ces deux semaines de discussions selon Raphaël Mapou : « soit une mise sous de l'usine, soit le scénario le plus favorable pour tout le monde : la reprise

pour établir un projet fiable économiquement » avec un repreneur qui ne soit pas un « financier ». L'option de reprise par le consortium avec Trafigura ne semble donc pas négociable. Sans surprise, l'environnement constituera un point essentiel de ces discussions puisque le collectif réclame « sans tarder » une expertise du complexe industriel et de ses impacts sur le milieu du Grand Sud ainsi que sur le « caractère réversible ou irréversible » de ces pollutions. En particulier, en ce qui concerne le barrage KO2.

Pour ce faire, le collectif a identifié l'ONG Green Cross. « C'est l'entité la mieux placée pour organiser et pour coordonner cette mission d'experts. Dans ce dossier, Green Cross s'appuiera sur six experts dans différents

domaines, détaille Anthony Lecren. L'ONG s'engage à fournir un prérapport au bout de six semaines. Ces éléments seront la base de la suite des discussions. » À condition, que le cadre de celles-ci ait été trouvé entre l'Usup et

Et ce, en vue de « pouvoir, en toute transparence, décider des modalités et des meilleurs choix qui répondent à nos fondamentaux que sont la maîtrise de la ressource, le contrôle de l'outil de valorisation, et les retombées économiques, énumère Anthony Lecren, qui juge bon de rappeler que l'Usup continuera à agir pour que les intérêts et le patrimoine du pays, au-delà des considérations purement économiques, soient préservés.» Et de conclure : «La vie avant les profits.

Anthony Tejero

Pas de condamnation mais un appel à l'apaisement

Raphaël Mapou annonce avoir « lancé un appel à l'apaisement à l'ensemble du collectif. En particulier dans le Sud, où se trouvent les points de crispation. » Le porte-parole de l'Usup demande également un « apaisement avec les forces de l'ordre pour créer les conditions favorables à la discus-

Pour autant, Raphaël Mapou répète « ne pas condamner » les récentes exactions survenues aux abords et sur le site de l'usine. Et ce, car il s'agit « d'un problème sociétal. Ce sont deux sociétés qui s'affrontent, ce qui fait qu'il y a des



La route d'accès à l'usine, via la Netcha et les chutes de la Madeleine, est toujours fermée par les membres du collectif.

Wilfrid Maï, pour le SIM, « dénonce et condamne » les violences à Goro

La situation de l'usine du Sud de Vale NC inquiète le Syndicat des industries de la mine (SIM), présidé par Wilfrid Maï. Celui-ci regrette des « exactions et des actes d'agression » constatés « presque toutes les semaines, voire tous les jours ». Le dernier évènement remonte à quelques jours. Le samedi 13 février, deux agents de sécurité ont été blessés à l'usine du Sud de

Le syndicat « dénonce et condamne fermement tous ces actes ». Et appelle « les parties concernées à trouver rapidement une issue positive à cette situation », tout en assurant la sécurité du personnel du site

Risque environnemental : Vale dénonce de « fausses idées »



Selon Vale, le traitement des boues à la chaux, « fait disparaître toute trace d'acidité » avant d'arriver dans le parc à résidus. Photo DR

Dans un communiqué diffusé hier, Vale dénonce un « prétexte environnemental » pour s'opposer au repreneur de l'usine du Sud et annonce que de « grandes contre-vérités dignes de pratiques complotistes » circulent actuellement sur ce sujet. Des « mensonges répétés à l'envi qui polluent les esprits » selon l'industriel qui estime qu'un « débat productif est indispensable ». Vale passe à l'offensive en dénonçant neuf « idées fausses » autour de l'usine. Et ce, en s'appuyant sur des « expertises indépendantes, aui feront elles-mêmes l'objet de nouvelles contre-expertises indépendantes ».

Parmi les points soulevés par Vale, l'industriel garantit que contrairement à ces « idées » qui circulent: le barrage KO2 ne peut pas s'écrouler car il est «fiable » et « si ce risque était avéré, ni les employés, ni la province Sud, ni l'État et ses organismes de contrôle n'autoriseraient Vale NC à continuer » de l'exploiter. L'industriel assure par ailleurs que le barrage n'est pas le même ouvrage que celui qui s'est effondré au Brésil, avec des « différences fondamentales » entre ces deux constructions. Et d'affirmer enfin que le projet Lucy de renforcement du barrage ne signifie pas qu'il n'est pas fiable.

Cafat Les cotisations sociales versées à la Caisse de protection calédonienne par Vale NC s'élèvent à 2,65 milliards de francs par an.

Les sous-traitants de

Leur activité à la mine, à l'usine, ou à la base-vie, est arrêtée depuis bientôt trois mois. Pénalisés par les blocages, les sous-traitants de Vale NC redoutent le pire pour les emplois et pour la vie de l'entreprise. Les gérants de la société Label Explo, spécialisée dans le forageminage, décrivent leur quotidien.



Infographie P.C. et C.M.

Yann Mainguet

e barbecue, fabrication maison, est impeccable, avec son foyer et ses poignées soigneusement assemblés. Plus qu'un appareil de d'affaires depuis des années », soucuisson, un chaleureux témoignage. Une fois n'est pas coutume, les salariés ont offert le repas de fin d'année, en remerciement du maintien de l'équipe en cette période tourmentée La société Label Explo, spécialisée dans le forage-minage, figure dans la galaxie de Vale Nouvelle-Calédonie. Sauf que plus rien ne scintille aujourd'hui. « Notre inquiétude, c'est que nous n'avons pas de visibilité », remarque Max Ouckewen, gérant associé. Les trois mois d'arrêt commencent à peser.

Depuis le 12 novembre, et le début des blocages de l'usine du Sud, la « force majeure » a été déclarée pour l'ensemble des sous-traitants. Ce lourd cette année-là. qui signifie la suspension de leurs Une partie du matériel est arrivée contrats avec l'industriel.

Une parenthèse se glisse donc dans la longue histoire entre le site de

Prony et Label Explo, entité créée en 1990. Leur partenariat remonte au tout début de l'exploitation de la mine, du temps de Goro Nickel. Le client métallurgiste compte dans le carnet de commandes, « il représente entre 50 et 70% du chiffre ligne Rodolphe Biegel qui a racheté, avec Max Ouckewen, la société maniant les explosifs à fendre le sol il y a un peu moins de cinq ans.

« Nous avons pris des gens des tribus du Grand Sud »

Ce type d'entreprise est l'un des premiers intervenants, après la géologie, dans la chaîne de production. En 2019, « on nous a demandé d'être prêts pour la montée en puissance » de l'usine du Sud, grande consommatrice de minerai. Les deux gérants signent de fait un investissement

en 2020, le reliquat est attendu en 2021. Sont achetés douze foreuses, dont huit pour le terrain de Vale



La société Label Explo, pilotée par Rodolphe Biegel et Max Ouckewen, œuvre sur les mines et les carrières « du nord au sud du pays ». Photo Y.M.

NC, deux camions dénommés unités mobiles de fabrication d'explosif, vingt pick-up, et un dépôt d'explosifs. Evidenment, Label Explo embauche. Ses effectifs passent de quatorze salariés en 2016 à trentesix fin 2020, en raison du renfort de foreurs, boute-feux, personnels administratifs... Parmi les recrues,

« nous avons pris des gens des tri-

bus du Grand Sud », indique Max

Ouckewen. Des jeunes parfois « en manque de repères ». L'investissement global, pour le contrat de Vale NC, grimpe à plusieurs centaines de millions de francs.

FONDS PROPRES

La page se tourne début novembre. La route de la mine est bloquée, un engin neuf est incendié, un autre disparaît, « les assurances ont joué

jeu », assure Rodolphe Biegel. Si les contrats à durée déterminée ont été arrêtés, « nous n'avons pas licencié. Le personnel n'est pas la variable d'ajustement. C'est à nous de gérer. » La formule du chômage partiel est d'ailleurs exclue, car « quand ça va mal, on doit assumer », ajoute Max Ouckewen. Et « nous voulons garder le lien social » avec les salariés au nombre de vingt-huit aujourd'hui. Des employés qui, faute de travail sur les explosifs, font désormais de la maintenance.

La comptabilité, elle, souffre. Salaires, crédits importants, assurances... Pendant ces trois mois d'arrêt, seules s'additionnent les sorties d'argent, les entrées sont maigres. Les chantiers dans le Nord ne suffisent pas. Alors, « on vit sur nos fonds propres », note Rodolphe Biegel. Les banques apparemment suivent. Toutefois, « si Vale NC ferme, notre société plie. »

Les gérants scrutent l'actualité de l'usine et ses rebondissements. Tous deux espèrent « une solution le plus rapidement possible ». Une voie qui « arrange tout le monde ».

Coup de main. Faute d'activité en ce moment, des employés de la société Label Explo sont intervenus bénévolement au lycée Jean-XXIII à Païta pour déblayer et nettoyer après le passage de la dépression Lucas.

« Vale NC et la SLN représentent quelque 100 milliards de retombées économiques pour le pays. » Samuel Hnepeune, président du Medef-NC

MARDI 9 FÉVRIER 2021 3

Vale NC asphyxiés

« Leur trésorerie est en train de s'assécher »

ANTHONY MARCHAND, RESPONSABLE DES ACHATS CHEZ VALE NC

Les Nouvelles calédoniennes Quels chiffres donneriez-vous pour évaluer l'envergure de la soustraitance?

Anthony Marchand : Vale NC, en 2020, a dépensé, au niveau « achats », tout compris, 55 milliards de francs. La somme orientée vers les partenaires calédoniens, fournisseurs et sous-traitants, est estimée à 37,5 milliards. Dont 25 milliards en sous-traitance. Cette sous-traitance représente 200 entreprises qui interviennent régulièrement sur le site avec 2 000 emplois directs.

Quel est, selon vous, l'impact économique des mouvements de contestation et des blocages, sur la sous-traitance?

Aujourd'hui, l'impact est assez simple. Tous les sous-traitants de la mine sont arrêtés. Tous les sous-traitants qui travaillent à l'usine ont une activité en moyen entre 10 et 20 %

Les moins impactés, ce sont par exemple les sous-traitants qui travaillent pour maintenir les infrastructures et pour faire « tourner » la base-vie. La société Newrest, qui est notre sous-traitant principal à la base-vie, œuvre d'ordinaire avec 200 employés environ. Actuellement, ils sont une cinquan-

Pour résumer, les sous-traitants sur la mine sont impactés à 100 %. À l'usine, à 90 %. Et sur le reste du site, entre 70 et 80 %.

Quelles sont les conséquences Nous sommes pratiquement trois mois après le 12 novembre, date à



« La plupart de nos sous-traitants nous soutiennent », observe Anthony Marchand, de Vale Nouvelle-Calédonie. Photo Yann Maingue

laquelle nous avons déclaré « force majeure ». L'activité s'est arrêtée progressivement pendant le mois de novembre, et complètement durant le mois de décembre à la suite des exactions début décembre. Quel est l'impact ? Il y a deux volets pour les sous-traitants. Le premier est le volet financier. Ces sociétés n'ont plus de chiffre d'affaires depuis novembre. Elles ont réussi à vivre sur les factures payées - en raison des délais de paiement - en novembre, en décembre, et un peu en janvier. Mais, faute de facturation depuis bientôt trois mois, leur trésorerie est maintenant en train de s'assécher. Ces entreprises ont

toujours néanmoins des dépenses à honorer.

Un risque de faillite ? Très rapidement, ces entreprises ne vont plus pouvoir subvenir à leurs besoins en termes d'échéances de paiement vis-à-vis de leurs propres fournisseurs, des salaires, ou des charges sociales. On s'attend, dans les semaines à venir, à avoir des sociétés qui n'auront plus de cash, de sang dans les veines, pour pouvoir fonctionner. Des structures vont s'arrêter ou déclencher des procédures car leur futur est menacé. Le deuxième volet est lié à l'emploi. Beaucoup de structures ont réussi

à survivre jusqu'à la fin décembre en jouant sur les congés payés, les repos compensatoires, les banques horaires... Certaines ont même autorisé la prise de congés par anticipation sur 2021, elles sont allées jusqu'à moins quinze jours. Certaines ont enclenché le chômage partiel. On parle de plus de 600 dossiers. Mais, là, on est au bout. La première paie impactée est celle du mois de janvier. Et cela ne va qu'empirer. Tant que nous serons bloqués, nous ne pourrons pas re-

Parmi les 200 entreprises, certaines sont mono-client, d'autres non. Quelle est la part de sociétés vraiment atteintes?

Nous n'avons pas le chiffre à ce stade. Des gens me contactent et m'annoncent des semaines à venir très difficiles. Certains sous-traitants communautaires m'ont déjà demandé de l'aide financière ou des avances. Malheureusement, nous sommes, nous aussi, dans une situation très compliquée, nous sommes sous perfusion vis-à-vis de notre actionnaire Vale. Les principaux impactés sont les fournisseurs communautaires. Parce qu'ils se sont créés avec le démarrage de l'opération. Ils sont mono-client. En 2020, 6 milliards de francs ont été dépensés en direct avec les sous-traitants communautaires. Soit plus de 20 % de nos dépenses de sous-traitance. On recense 75 structures de Yaté et du Mont-Dore. Et 600 emplois, 600 familles qui vont donc être touchées à très court terme.

REPÈRES

Chômage

Plus de 60% de la vingtaine d'entreprises adhérentes au GIE de Yaté n'ont plus du tout d'activité, indique Jérémy Atiti, porte-parole du groupement. Certaines sociétés ont du coup été mises en sommeil, et leurs employés, au chômage. Seules quatre à cinq structures, spécialisées dans le terrassement ou les VRD (voirie et réseau divers) ont pu se retourner. Toutes sont « dans l'attente d'une réponse, d'une évolution, du côté de Vale ».

Rebond?

Vu le contexte de tensions

dans le Sud, des sous-traitants parviennent-ils à rebondir en élargissant leur clientèle ? Des entreprises non mono-clientes, travaillent pour d'autres groupes, dans l'industrie, de la métallurgie notamment. « Elles ont potentiellement un repli d'activité, toutefois nous savons tous qu'aujourd'hui l'activité économique en Nouvelle-Calédonie est quasi à l'arrêt, il est donc difficile d'aller chercher des marchés », signale Anthony Marchand, responsable des achats chez Vale NC. « II n'y a pas de programme d'investissements publics, ni privés. Le seul qui existe dans les cartons, c'est le projet Lucy: 40 milliards de francs sur trois ans, 600 emplois à créer. »





les Nouvelles Calédoniennes



SOCIÉTÉ

500 personnes ont participé à la marche bleue

NOUMÉA

Découvrez le sentier botanique de Cap Kaméré

SÉCURITÉ

Psic, des chevaux dans la vill

Le GOUVERNEMENT aux indépendantistes



Pour la première fois depuis l'accord de Nouméa, un indépendantiste devrait être élu à la présidence du 17e gouvernement, mercredi.

ABRI DE JARDIN AUSTRALIEN HAUT DE GAMME PROMOTION ABSCO SHEDS

Mercredi 17 février.

C'est la date à laquelle sera réuni le Congrès pour élire, à la proportionnelle, les futurs membres du gouvernement.

« Sur les 11 membres du gouvernement, il n'y aura qu'une seule femme, Isabelle Champmoreau. C'est une honte pour la Calédonie. » Virginie Ruffenach

prennent le gouvernement

Comment se dessine la majorité de l'exécutif?

J.-F.G.

u côté de l'Union calédonienne, a priori grande gagnante de cette prochaine élection du gouvernement, il va y avoir du changement. La rumeur, tenace depuis le début de la semaine, était donc vraie. Le parti de Daniel Goa va porter à l'exécutif, et certainement même à son sommet, Samuel Hnepeune, encore président du Medef et d'Air Calédonie mardi.

Si certains saluent ses qualités et son pragmatisme, la décision a surpris dans les rangs loyalistes, d'autant plus que le patron a été l'un des premiers à dénoncer les blocages des sites miniers de la SLN et de Vale NC menés par le FLNKS.

La semaine dernière encore, le responsable de l'organisation patronale a rappelé que « l'économie calédonienne est dans un état catastrophique ». Le message a été adressé, à plusieurs reprises, aux autorités politiques ou encore à l'État, toutefois « nous avons le sentiment qu'il ne se passe pas grand-chose. »

LA SURPRISE **DE L'UNION CALÉDONIENNE**

Samuel Hnepeune, qui a désormais quitté ses fonctions pour faire de la politique, se retrouve notamment sur la liste aux côtés de Gilbert Tvuienon, Mickaël Forest et Vaïmua Muliava de l'Éveil océanien.

Hier, les responsables de l'Union calédonienne n'ont pas répondu à nos sollicitations.

« Le contexte politique est très compliqué, et le monde économique extrêmement inquiet, a indiqué vendredi Samuel Hnepeune à Nou-



Samuel Hnepeune a démissionné du Medef pour prendre la tête de la liste UC-FLNKS.

velle Calédonie la 1ere. Des partis politiques me disaient qu'il y avait un message fort à envoyer, à la fois à la société et au monde économique : j'ai pensé que c'était le bon moment pour franchir

Du côté de l'Uni, Louis Mapou et Yannick Slamet, le 2e vice-président de la province Nord, sont en tête de liste. Et aux yeux du premier, le passage d'un gouvernement à majorité indépendantiste « était prévisible depuis les difficultés qu'a rencontrées l'Éveil océanien en province Sud ».

« Il ne faut pas jouer les vierges effarouchées. Déjà en 2019, l'Éveil océanien avait fait élire Roch Wamytan. »

Louis Mapou se dit également surpris de l'agacement des Loyalistes : « Il ne faut pas jouer les

vierges effarouchées. Déjà en 2019, l'Éveil océanien avait fait élire Roch Wamytan puis avait rejoint le groupe UC-FLNKS. C'était une évolution majeure. »

Quant aux accusations d'aller à l'encontre de la démocratie ? Le responsable indépendantiste s'en défend. « Nous avons avec l'Éveil océanien la majorité au Congrès. En quoi ne sommes-nous pas légitimes? On va très loin en accusant comme ça les indépendantistes. Cela veut-il dire que les indépendantistes n'ont pas le droit de diriger le gouvernement? Jusqu'où sont-ils prêts à aller pour nous en empêcher? On ne peut pas condamner la mobilisation dans la rue puis ensuite critiquer le fait qu'on agisse au niveau des institutions. » Redoutant une « tactique à venir tel qu'un blocage du gouvernement », le responsable de l'Uni souhaite tout de même être clair : « Que les Loyalistes soient rassurés, le gouvernement sera toujours collégial. C'est l'esprit de l'accord. »

REPÈRES

Chute du 16° gouvernement

Il était attendu une motion de censure à l'encontre du gouvernement. C'est finalement la démission des trois membres de l'Union calédonienne et des deux responsables de l'Uni, Jean-Pierre Djaïwé et Valentine Eurisouké, qui a provoqué sa chute le 2 février.

Le visage du 17° gouvernement

Si les postes et les portefeuilles ne sont pas attribués et que les listes doivent encore être examinées puis validées par le haut-commissariat, le prochain gouvernement devrait être composé de :

- 4 élus du l'UC-FLNKS et Eveil océanien: Samuel Hnepeune, Gilbert Tyuiénon, Mickaël Forest et Vaïmua Muliava
- 2 élus du groupe UNI :Louis Mapou et Yannick Slamet
- 4 élus du groupe Loyalistes : Thierry Santa, Christopher Gygès, Isabelle Champmoreau et Yoann Lecourieux
- 1 élu du groupe Calédonie ensemble : Joseph Manauté

Futures élections au Medef

Le comité directeur du Medef-NC s'est réuni pour programmer l'élection de la prochaine présidence. Dans l'intervalle, l'intérim est assuré par la première vice-présidente, Mimsy Daly. Samuel Hnepeune a déclaré : « Me rendant parfaitement lucide des graves difficultés que connaît la Nouvelle-Calédonie, je serai dans mes futures fonctions porteur d'une politique d'actions pragmatiques et en phase avec les réalités qu'elles soient budgétaires, sociales ou économiques ».